

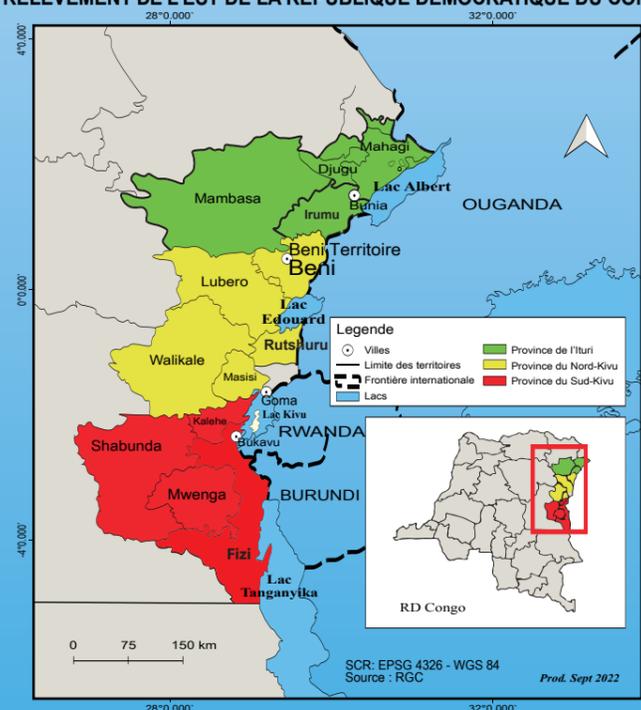
Composante	Objectifs de la composante	Sous-Composantes & Objectifs de la sous composante	Objectifs opérationnels /Résultats attendus
<b>Composante 5 :</b> Gestion du projet, assistance technique et recherche  <b>35 Millions USD</b>	Assurer la mise en place et le fonctionnement de la plateforme décentralisée de mise en œuvre du projet au niveau de la coordination générale et des unités provinciales d'appui à la mise en œuvre.	<b>Sous-composante 5.1 :</b> Gestion du Projet Assurer la mise en œuvre réussie du projet en fournissant les ressources nécessaires à la gestion, à la coordination, au suivi et à l'évaluation du projet par la Coordination générale et les Coordinations provinciales.	→ Une Plateforme numérique pour le partage de données provinciales disponible dans les 3 provinces.  → 8 Documents de recherche axés sur les politiques publiés  → 100% de contraintes liées à la livraison du projet résolues dans les délais.
	Assurer un soutien technique ciblé et la réalisation d'activités de recherche sélectionnées à l'appui de la réalisation de l'objectif global du projet.	<b>Sous-composante 5.2 :</b> Assistance technique Renforcer la capacité des coordinations provinciales du P-DDRCS et de la CRESP	→ 3 Plans provinciaux P-DDRCS produits et disponibles.
		<b>Sous-composante 5.3:</b> Recherche et apprentissage Elaborer et réaliser un programme de recherche sur des domaines thématiques spécifiques pertinents pour le projet, ainsi que d'autres études informant le Gouvernement et les Administrations provinciales sur les réformes politiques et les investissements futur.	



## PROJET DE STABILISATION ET DE RELEVEMENT DE L'EST DE LA RDC

<b>Baillieur</b>	Banque Mondiale
<b>Montant du crédit IDA</b>	300 M USD
<b>Durée</b>	5 ans
<b>Date d'approbation</b>	30 Décembre 2022
<b>Date de signature de l'accord de financement</b>	15 Mars 2023
<b>Date de mise en vigueur</b>	30 Novembre 2023
<b>Date de clôture</b>	31 Décembre 2027
<b>Agence d'exécution</b>	Unité de Gestion du Projet « U.G.P »
<b>Coordonnateur Général</b>	Mme Brigitte Kapinga Sauda
<b>Responsable Projet de la Banque Mondiale</b>	Daniel Owen, TTL
<b>Bénéficiaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Populations vulnérables, affectées par les conflits et les violences ainsi que par les chocs liés aux changements climatiques dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri en République Démocratique du Congo;</li> <li>● Administrations provinciales et Entités Territoriales Décentralisées (ETD) des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri.</li> </ul>

### TERRITOIRES ET VILLES DE LA ZONE DU PROJET DE STABILISATION ET RELEVEMENT DE L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



### PROJET DE STABILISATION ET DE RELEVEMENT DE L'EST DE LA RDC

### CONTEXTE

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a sollicité l'appui de la Banque mondiale dans le but de rétablir la paix et la sécurité pour le développement de l'Est de la RDC notamment dans les Provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri, à travers une nouvelle approche de ciblage des interventions s'articulant autour des communautés vulnérables aux conflits et autour des communautés associées avec des groupes armés.

Cette nouvelle approche communautaire visant au démantèlement des groupes armés se concentre sur six piliers principaux : (i) Restauration de l'autorité de l'État, (ii) Dialogue communautaire, (iii) Désarmement et démobilisation communautaire des combattants armés, (iv) Réinsertion et réintégration socio-économique, (v) Relèvement communautaire, et (vi) Relèvement économique.

En matière de stabilisation, le soutien de la Banque mondiale est fourni en premier lieu sur le pilier V du redressement communautaire dans le cadre du projet de protection sociale en cours (Projet de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix – STEP 2) jusqu'à la mise en vigueur du projet STAR-Est. Le soutien pourrait ensuite être étendu aux piliers I à V, allant du dialogue communautaire à la gouvernance, en passant par la réinsertion et le relèvement des communautés.

### OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DU PROJET (ODP)

- L'objectif de développement du projet est de :
- (1) Améliorer l'accès aux infrastructures socio-économiques communautaires de base résilientes au climat;
  - (2) Renforcer la réinsertion socioéconomique et la résilience des individus associés aux groupes désarmés dans leurs communautés et soutenir les membres vulnérables de la communauté;
  - (3) Renforcer la capacité des administrations dans les provinces sélectionnées.

### ZONES D'INTERVENTION DU PROJET

Provinces	Villes et Territoires
<b>Nord-Kivu</b>	Goma, Beni, Beni territoire, Lubero, Walikale, Masisi et Rutshuru
<b>Sud-Kivu</b>	Bukavu, Shabunda, Mwenga, Kalehe et Fizi
<b>Ituri</b>	Bunia, Mambasa, Djugu, Irumu et Mahagi



# COMPOSANTES ET RESULTATS DU PROJET

Composantes	Objectifs de la composante	Sous-Composantes	Objectifs de la sous composante	Objectifs opérationnels /Résultats attendus
<b>Composante 1:</b> Stabilisation à base communautaire  75 Millions USD	Appuyer la stabilisation des communautés par le renforcement des capacités de planification participative des communautés pour le développement local, et l'amélioration des infrastructures et des services communautaires en utilisant une approche résiliente au risque climatiques.	<b>Sous-Composante 1.1 :</b>  Facilitation et renforcement des capacités pour la planification participative communautaire.	Soutenir l'engagement communautaire par la sensibilisation et la mobilisation communautaires et par la participation aux évaluations de la vulnérabilité et des besoins, ainsi que de renforcer la capacité des autorités provinciales et locales dans la zone du projet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 70% des bénéficiaires estiment que les investissements du projet répondent à leurs besoins.</li> <li>→ 80% d'infrastructures avec LPP construites/réhabilitées sont conformes aux normes climatiques.</li> <li>→ Au moins 600.000 personnes bénéficient indirectement des infrastructures communautaires de base, dont 50% de femmes.</li> <li>→ 100% de LDD actives dans la fourniture des services, avec au moins 40% de participation féminine.</li> <li>→ 100 Plans de Développement Local (PDL) développés et mis à jour grâce à la planification participative Planification Participative Local, intégrant des normes au climat (PPL-CRS) et Fragilité Conflit et Violence (FCV)</li> </ul>
		<b>Sous-Composante 1.2:</b> Investissements dans les infrastructures communautaires sociales et économiques résistantes au climat	Fournir des infrastructures communautaires résilientes au climat social et économique basées sur les plans de développement local formulés.	
<b>Composante 2:</b> Réintégration à base communautaire  120 Millions USD	Contribuer à la réintégration durable des personnes désarmées dans leurs communautés.	<b>Sous-Composante 2.1 :</b> Travaux publics à Haute Intensité de Main-d'œuvre(THIMO)	Réaliser le THIMO consistant à la construction ou la réhabilitation de routes rurales et les investissements associés pour des travaux auxiliaires, ainsi que d'autres investissements mineurs dans les infrastructures publiques éligibles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 35 000 bénéficiaires des THIMO dont 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés.</li> <li>→ 2 800 000 hommes-jour d'emplois temporaires créés.</li> <li>→ 1 125 Km de routes rurales construites/ réhabilitées</li> <li>→ 85 000 bénéficiaires des AGR dont 50% de femmes et 25% d'associés à des groupes armés.</li> <li>→ 120 000 Bénéficiaires directs du soutien psychosocial dont</li> <li>→ 50% de femmes et 25% de personnes sorties des groupes armés.</li> <li>→ 50% de bénéficiaires signalent une augmentation de leurs revenus 1 an après le soutien du projet dont 50% de femmes,</li> <li>→ 25% de personnes sorties des groupes armés parmi lesquelles 15% de femmes.</li> </ul>
		<b>Sous-composante 2.2:</b> Subventions en espèces pour les Activités Génératrices de Revenus (AGR)	Promouvoir les activités génératrices de revenus (AGR) par l'octroi de subventions en espèces basées sur des plans d'affaires élaborés par les bénéficiaires.	
		<b>Sous-Composante 2.3 :</b> Soutien psychosocial	Fournir un soutien psychosocial, médical et juridique aux bénéficiaires des subventions THIMO et AGR, y compris. les survivantes de VBG et les femmes / filles à risque.	
<b>Composante 3 :</b> Gouvernance décentralisée  20 Millions USD	Appuyer les administrations provinciales de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les administrations civiles locales de certaines ETD (y compris les villes de Goma, Bunia et Bukavu) dans l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des finances publiques grâce à des activités sur la mobilisation des recettes intérieures, la planification budgétaire de base ainsi que la gestion.	<b>Sous-composante 3.1 :</b> Renforcement de la collecte des revenus générés en interne	Augmentation en pourcentage des recettes générées à l'interne (RGI) collectées par les provinces du projet	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Augmentation en pourcentage des recettes générées à l'interne (RGI) collectées par les provinces du projet.</li> <li>→ Unités de services comptables (DGTCP) opérationnelles dans les 3 provinces.</li> <li>→ Solutions numériques satisfaisantes pour la collecte et la gestion des recettes établies dans les 3 provinces du projet.</li> </ul>
		<b>Sous-composante 3.2:</b> Appui aux subdivisions administratives des Entités Territoriales Décentralisées (ETD)	Unités de services comptables (DGTCP) opérationnelles dans les 3 provinces	
		<b>Sous-composante 3.3:</b> Accroissement de la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources de la province	Solutions numériques satisfaisantes pour la collecte et la gestion des recettes établies dans les 3 provinces du projet	
<b>Composante 4 :</b> Prévention et réponse à la violence basée sur le genre (VBG), incluant l'abus et exploitation sexuelle (EAS), le harcèlement sexuel (HS) ainsi que l'autonomisation des femmes vulnérables  50 Millions USD	Soutenir l'offre d'un ensemble de services de prévention des VBG et d'une assistance ciblée aux survivantes (et survivants) des VBG au niveau communautaire	<b>Sous-composante 4.1 :</b> Prévention de la violence basée sur le genre et appui intégré pour les survivantes (et survivants) et autres vulnérables au niveau communautaire	Soutenir l'offre d'un ensemble de services de prévention des VBG et d'une assistance ciblée aux survivantes (et survivants) des VBG au niveau communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ 80% de bénéficiaires (désagrégés par sexe et par âge) sensibilisés connaissent les pratiques favorables à la prévention des VBG</li> <li>→ 6000 cas de VSBG reçus par les cliniques juridiques soutenus par le projet sont accompagnés en justice</li> <li>→ 10% de cas de VBSG accompagnés aboutissent à une décision judiciaire</li> <li>→ 45 000 survivant.e.s de VBG sont accompagnés par le projet</li> <li>→ 60% de cas déclarés de VBG bénéficient d'un traitement prophylactique post-exposition (PPE) dans un délai de 72 heures ;</li> <li>→ 100% de partenaires d'exécution (CE, CISM, DPS, Conseillers NET, ZS et FOSA) appuyés fournissant des services aux survivantes (et survivants) des VBG répondant aux critères de qualité définis.</li> <li>→ 27000 bénéficiaires obtiennent des subventions de leurs activités génératrices de revenus.</li> </ul>
		<b>Sous-composante 4.2 :</b> Réponse à la Violence Basée sur le Genre	Renforcer la prestation de services de première ligne pour les survivantes (et survivants) des VBG	
		<b>Sous-composante 4.3:</b> Réinsertion socio-économique des survivantes de VBG et autonomisation des femmes vulnérables au sein de leurs communautés	Assurer l'autonomisation financière des survivantes de VBG au sein de leurs communautés	
		<b>Sous-composante 4.4:</b> Soutien à la vulgarisation des politiques et lois et la capacitation des institutions de l'Etat (Ministère du genre de la famille et de l'enfant, FONARV, Bureau de la conseillère du chef de l'Etat en charge de la jeunesse et du recrutement de l'enfant)	Renforcer les mécanismes de coordination pour la programmation d'actions dans le cadre de la VBG aux niveaux national, provincial et des zones de santé.	